ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale, le 15 février 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant création de commissions de rénovation urbaine dans la région bruxelloise", a donné le 6 mars 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 15e februari 1979 door de Staatssecretaris voor Streekeconomie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van commissies voor stadskernvernieuwing binnen het Brussels Gewest", heeft de 6e maart 1979 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Dans plusieurs de ses dispositions, l'arrêté en projet vise "le Ministre" sans autre précision.

Il faut supposer que le Gouvernement entend se référer à la définition qui figure à l'article 3 de l'arrêté royal du 28 mars 1977.

Afin d'éviter toute équivoque à ce sujet, il serait cependant souhaitable de reprendre cette définition dans une disposition du projet, rédigée comme suit :

"Article .

Au sens du présent arrêté, il faut entendre par "le Ministre" : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant, pour la région bruxelloise, l'aménagement du territoire dans ses attributions".

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal créant une commission régionale et des commissions locales de rénovation urbaine dans la région bruxelloise".

.../...

PREAMBULE.

La loi du 1er août 1974 ne peut constituer le seul fondement de l'arrêté royal en projet. Il convient que le préambule de celui-ci vise en premier lieu l'article 29 de la Constitution.

+

Le visa de la loi du 1er août 1974 devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 1er août 1974 créant des institutions régionales à titre préparatoire à l'application de l'article 107 quater de la Constitution, modifié par la loi du 19 juillet 1977".

+

Les arrêtés royaux des 19 novembre 1974 et 2 avril 1975 ne constituent pas les fondements du projet. En conséquence, les alinéas 2 et 3 du préambule doivent être omis.

+

L'objet de l'arrêté en projet n'est pas d'imposer une concertation entre les pouvoirs publics et les habitants, mais bien de favoriser cette concertation préalable à la

.../...

rénovation urbaine en y subordonnant l'octroi de subventions.

Le considérant correspondrait, dès lors, mieux à l'intention du Gouvernement, dans la rédaction suivante :

"Considérant qu'il y a lieu de favoriser la concertation entre lespouvoirs publics et les habitants en vue de la rénovation urbaine;".

+

La partie du préambule qui suit devrait être rédigée comme suit :

"Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 9 février 1979;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre dss Affaires bruxelloises et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale bruxelloise et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Comité ministériel des affaires bruxelloises,".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La commission régionale de rénovation urbaine est instituée par l'arrêté royal en projet et non par le Ministre.

.../...

En outre, il s'indiquerait de déterminer la compétence territoriale de cette commission, ainsi que le fait l'article 1er de l'arrêté royal du 28 mars 1977, par référence à la loi du 1er août 1974.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Il est institué une commission régionale de rénovation urbaine pour le territoire de la région bruxelloise tel qu'il est fixé par l'article 1er de la loi du 1er août 1974 créant des institutions régionales à titre préparatoire à l'application de l'article 107quater de la Constitution".

Article 2.

Au 1°, le verbe "réhabiliter" est impropre. Il y a lieu de lire "et notamment sur l'opportunité de restaurer, de reconstruire ou de démolir des immeubles ...".

De l'accord des délégués du Gouvernement, les 2° et 3° de l'article 2 gagneraient à être fusionnés.

Par ailleurs, les opérations de rénovation urbaine ne sont pas approuvées par le Ministre mais, en vertu de l'article 5, § 1er, de l'arrêté royal du 28 mars 1977, elles sont admises au bénéfice de subventions.

La disposition issue de la fusion du 2° et du 3° pourrait donc être rédigée comme suit :

"2° d'adresser au Ministre, au moins une fois par an, un rapport sur l'exécution des opérations de rénovation admises par lui au bénéfice de subventions et sur l'utilité des opérations de rénovation entreprises".

.../...

De l'accord des délégués du Gouvernement, au 4° (devenant le 3°) les mots "d'initiative" doivent être omis.

Par ailleurs, la compétence "de proposer au Ministre ... l'évaluation des budgets nécessaires" est définie de manière peu claire.

Le texte suivant est proposé de l'accord du fonctionnaire délégué :

"3° de proposer au Ministre les critères à fixer pour les programmes ultérieurs de rénovation, en évaluant les dépenses nécessaires".

Au 5° (devenant le 4°), l'expression "logements de transit", bien que des plus courantes, est impropre. Il serait préférable d'y substituer l'expression "logements d'attente".

De même, il serait préférable de substituer l'expression "les conditions d'admission" à l'expression "les conditions d'accès".

Article 3.

I. La composition de la commission régionale est énoncée dans un ordre peu logique. Il serait préférable de faire du 1° un alinéa 2. Un texte sera proposé ci-après.

II. Le 3° reconnaît une compétence et donc une existence juridique à la conférence des bourgmestres, ce qui n'est pas au pouvoir du Roi.

.../...

Par ailleurs, quatre organismes sont chargés de proposer cinq membres dans une proportion qui n'est pas précisée. Cette disposition doit être revue.

III. Le 4° ne précise pas l'autorité chargée de définir la représentativité des organisations sociales ni les critères de cette représentativité.

La même observation vaut pour le 5° en ce qui concerne les organisations régionales de défense de l'environnement et de la vie des quartiers.

Sous réserve de ces observations, la structure suivante est proposée pour l'article 3.

"Article 3.-

La Commission régionale se compose :

1° de neuf membres délégués par les ministres ou secrétaires d'Etat ayant les matières suivantes dans leurs attributions, à raison d'un délégué pour chacune de ces matières :

...

les travaux subventionnés

...

2° de cinq membres désignés par le Ministre ...

3° de quatre membres désignés par le Ministre ...

4° de cinq (1) membres désignés par le Ministre ...

5° d'experts nommés par le Ministre.

Le Ministre nomme parmi les membres visés sous 1° à 4° un bureau exécutif de cinq membres dont un président et un secrétaire".

.../...

(1) Le texte néerlandais porte : "vier ... leden". Cette dis-

Article 4.

Dans le texte néerlandais, il convient de lire :

"De ambtstermijn van de commissieleden duurt drie jaar en kan worden vernieuwd".

Article 5.

La troisième phrase devrait faire l'objet d'un alinéa 2 et être rédigée comme suit :

"Les frais de fonctionnement sont à charge du budget du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a la rénovation urbaine dans ses attributions".

Article 6.

De l'accord des délégués du Gouvernement, cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Pour que ces opérations de rénovation urbaine puissent faire l'objet de subventions, la commune doit :

1° instituer une ou plusieurs commissions locales de rénovation urbaine, dans les trente jours qui suivent la décision de rénover, prise par le conseil communal;

2° joindre à chaque demande de subvention l'avis de la commission locale compétente".

Article 7.

Cette disposition ne se concilie avec le principe de l'autonomie communale que dans la mesure où elle n'étend pas les attributions des commissions locales de rénovation urbaine au delà de la mission que leur confie l'article 6 du projet, c'est-à-dire dans la mesure où elle impose à la commune, non pas des obligations qui limiteraient l'autonomie communale par rapport à toutes les opérations de rénovation urbaine,

mais seulement des obligations auxquelles la commune devra se soumettre pour les opérations de rénovation urbaine qu'elle désire faire subventionner.

Au 2°, de l'accord des délégués du Gouvernement, les mots "d'initiative" et "concernée" doivent être omis.

Le 3° serait mieux rédigé comme suit : "d'instaurer et d'entretenir une concertation entre les personnes, les associations et les institutions intéressées, notamment quant aux objets suivants :

- l'établissement du projet de rénovation;
- la nature des travaux envisagés, les projets d'affectation et le programme architectural;
- l'ordre des travaux à réaliser;
- les mesures d'application des dispositions réglementaires et conventionnelles relatives à l'admission aux logements d'attente et aux logements rénovés;".

Le 4° serait mieux rédigé comme suit : "d'émettre un avis sur toute disposition prise par la commune et tendant à réserver les logements rénovés ou nouvellement construits aux personnes qui résident dans le périmètre à rénover et sur les dispositions nécessaires afin de pourvoir, durant la période des travaux, au relogement des habitants autant que possible à proximité;".

Le 5° du texte français devrait être mis en concordance avec le texte néerlandais. Il faudrait donc lire : "de faire à la commune et à la commission régionale de rénovation toute suggestion utile pour que l'opération de rénovation soit menée à bonne fin;". Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer "zodat" par "opdat".

.../...

Le 6° n'a pas été repris dans le texte français.

Au 7° il convient de supprimer les mots "d'initiative". Par ailleurs, afin de bien distinguer l'attribution ici visée de celle que prévoit la deuxième phrase du 1° et afin de mettre le texte français en concordance avec le texte néerlandais, il convient d'écrire : "qui contribue à atteindre les objectifs visés par l'opération de rénovation".

Article 8.

De l'accord des délégués du Gouvernement, les mots "au moins" doivent être omis de la phrase liminaire :

Le 2° n'indique pas quelle autorité désigne les quatre membres dont il s'agit. Si, comme on peut le supposer, c'est au collège qu'appartient cette désignation dans l'intention du Gouvernement, le texte devrait être rédigé comme suit : "de quatre membres désignés par le collège des bourgmestre et échevins en son sein; sont désignés d'office les échevins qui ont dans leurs attributions l'urbanisme, les travaux publics et les finances ou les délégués de ces échevins; chaque échevin peut désigner un délégué".

Le 3° n'indique pas l'autorité qui désigne les deux membres qu'il vise. Il appartient au Gouvernement de combler cette lacune.

Au 4°, il faudrait écrire : "dont trois au moins sont choisis parmi ceux que vise l'article 3, 4°".

.../...

La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit : "Ces derniers peuvent se faire remplacer par les habitants de la commune".

Le 5° ne désigne pas l'autorité chargée de définir la représentativité des membres qu'il vise.

Il faudrait mentionner en toutes lettres la société de développement régional bruxelloise.

Article 9.

La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Les frais de fonctionnement sont à charge du budget du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a la rénovation urbaine dans ses attributions".

OBSERVATION FINALE.

1. Le projet devrait comprendre un article exécutoire.

2. Il résulte de l'arrêté royal du 24 mars 1972 relatif aux secrétaires d'Etat et de celui du 27 juin 1977 déterminant les attributions des secrétaires d'Etat à compétence régionale,que l'arrêté en projet doit être proposé et contresigné par le Ministre des Affaires bruxelloises et par le Secrétaire d'Etat à l'économie régionale bruxelloise.

.../...

En outre, afin d'assurer une bonne coordination de l'action gouvernementale, il se recommanderait que l'arrêté soit proposé et contresigné par les ministres ou secrétaires d'Etat appelés à désigner des délégués aux termes de l'article 3, 2°, du projet.

ALGEMENE OPMERKING.

In een aantal bepalingen van het ontwerp is sprake van "de Minister" zonder meer.

Aangenomen moet worden dat de Regering hier werkt met de definitie uit artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 maart 1977.

Opdat geen misverstand kan bestaan verdient het aanbeveling die definitie ook in het ontwerp op te nemen als volgt :

"Artikel___.

In de zin van dit besluit dient onder "de Minister" te worden verstaan de minister of de staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening voor het Brusselse gewest behoort".

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit tot oprichting van een gewestelijke commissie en van plaatselijke commissies voor stadskern-vernieuwing in het Brusselse gewest".

AANHEF.

De wet van 1 augustus 1974 kan niet de enige rechtsgrond voor het ontwerp-besluit zijn. In de aanhef moet op de eerste plaats artikel 29 van de Grondwet worden aangehaald.

De verwijzing naar de wet van 1 augustus 1974 leze men als volgt :

"Gelet op de wet van 1 augustus tot oprichting van gewestelijke instellingen in voorbereiding van de toepassing van artikel 107quater van de Grondwet, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1977".

+

De koninklijke besluiten van 19 november 1974 en 2 april 1975 leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp. Het tweede en het derde lid van de aanhef moeten dus vervallen.

+

Doel van het ontwerp-besluit is niet, overleg tussen de openbare besturen en de inwoners voor te schrijven maar wel een zodanig, aan stadskernvernieuwing voorafgaand overleg te bevorderen door er een voorwaarde voor subsidieverlening van te maken.

De volgende lezing zou de bedoeling van de Regering dan ook beter verwoorden :

"Overwegende dat terzake van stadskernvernieuwing overleg tussen de openbare besturen en de inwoners dient te worden bevorderd".

+ .../...

Het vervolg van de aanhef leze men als volgt :

"Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 9 februari 1979;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Brusselse Aangelegenheden en Onze Staatssecretaris voor Brusselse Streekeconomie en op het advies van Onze in Ministerieel Comité voor Brusselse aangelegenheden vergaderde Ministers";

DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

De gewestelijke commissie voor stadskernvernieuwing wordt ingesteld door het ontwerp-koninklijk besluit, niet door de Minister.

Bovendien zou, zoals in artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 maart 1977, de territoriale bevoegdheid van die commissie moeten worden aangegeven, onder verwijzing naar de wet van 1 augustus 1974.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

Er wordt een gewestelijke commissie voor stadskern-vernieuwing ingesteld voor het grondgebied van het Brusselse gewest zoals dit vastgesteld is in artikel 1 van de wet van 1 augustus 1974 tot oprichting van gewestelijke instellingen in voorbereiding van de toepassing van artikel 107quater van de Grondwet".

.../...

Artikel 2.

De term "rehabiliteren" is in 1° niet op zijn plaats. Men schrijve :

"De gewestelijke commissie voor stadskernvernieuwing heeft tot taak :

1° de Minister te adviseren over ieder desbetreffend op initiatief van de gemeente ter hand genomen ontwerp en met name over de wenselijkheid bepaalde, binnen een vernieuwingsgebied gelegen gebouwen te restaureren, weder op te bouwen of te slopen".

De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat 2° en 3° van artikel 2 het best ineen worden gewerkt.

Voorts is het niet zo dat de Minister de stadskern-vernieuwingsoperatie goedkeurt, maar dat hij ze tot subsidiëring toelaat ingevolge artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 28 maart 1977.

De ineengewerkte tekst van 2° en 3° zou dus kunnen luiden :

"2° aan de Minister ten minste éénmaal per jaar verslag uit te brengen over de uitvoering van de vernieuwingsoperaties die hij tot subsidiëring heeft toegelaten en over het nut van de ter hand genomen vernieuwingsoperaties";

.../...

Onder 4° (dat 3° wordt), Franse tekst, moeten de woorden "d'initiative", ook volgens de gemachtigde ambtenaar, worden weggelaten.

"De Minister ... een raming voor te stellen van de budgetten waarover dient beschikt" is als bevoegdheid overigens niet erg duidelijk.

In overleg met de gemachtigden van de Regering wordt de volgende tekst in overweging gegeven :

"3° aan de Minister de voor de verdere vernieuwingsoperaties aan te leggen criteria voor te stellen, met raming van de nodige uitgaven".

Onder 5° (dat 4° wordt) is de wel eens gehoorde term "transitwoning" toch niet op zijn plaats. "Voorlopige woningen" ware beter.

Men schrijve : "advies uit te brengen over de voorwaarden voor het betrekken van de vernieuwde, eventueel van de voorlopige woningen".

Artikel 3.

I. Het schema dat voor de samenstelling van de gewestelijke commissie wordt gevolgd is niet erg logisch. Van de bepaling onder 1° make men liefst een tweede lid. Er wordt hierna een tekstvoorstel gedaan.

.../...

II. Onder 3° verleent de Koning de Conferentie van Burgemeesters een bepaalde bevoegdheid en meteen ook een juridisch bestaan, iets wat hij niet vermag te doen.

Voorts worden vier lichamen in een niet nader aangegeven verhouding belast met het voordragen van vijf leden. Die bepaling moet worden herzien.

III. De tekst onder 4° zegt niet door welke overheid en volgens welke criteria het representatief karakter van de sociale organisaties wordt bepaald.

De opmerking geldt ook voor de onder 5° bedoelde gewestelijke organisaties voor de bescherming van het leefmilieu en het buurtleven.

Onder voorbehoud van die opmerkingen wordt voorgesteld artikel 3 de volgende structuur te geven :

"Artikel 3.-

De gewestelijke commissie bestaat uit :

1° negen leden, gemachtigd door de Ministers of Staatssecretarissen tot wier bevoegdheid de hierna te noemen aangelegenheden behoren, namelijk één gemachtigde voor ieder van die aangelegenheden :

...

... Brusselse aangelegenheden

... Franse cultuur

... Nederlandse cultuur

...

.../...

2° vijf leden, aangewezen door de Minister op voordracht van de Conferentie van Burgemeesters

...

... het gewestelijk comité

...

3° vier leden, aangewezen door de Minister ...

4° vier leden (1), aangewezen door de Minister ...

5° deskundigen, aangesteld door de Minister.

De Minister benoemt uit de sub 1° tot 4° bedoelde leden een uitvoerend bureau van vijf leden, onder wie een voorzitter en een secretaris".

Artikel 4.

Men leze :

"De ambtstermijn van de commissieleden duurt drie jaar en kan worden vernieuwd".

Artikel 5.

De derde volzin zou een tweede lid moeten worden, luidende :

"De werkingskosten komen ten bezware van de begroting van de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de stadskernvernieuwing behoort".

.../...

(1) In de Franse tekst staat : "cinq membres ...". Die discrepantie moet uiteraard worden weggewerkt.

Artikel 6.

De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat die bepaling beter als volgt kan worden gelezen :

"Opdat haar vernieuwingsoperaties subsidieerbaar kunnen zijn moet de gemeente :

1° binnen dertig dagen na de door de gemeenteraad vastgestelde beslissing tot vernieuwing een of meer plaatselijke commissies voor stadskernvernieuwing instellen;

2° bij iedere aanvraag om subsidie het advies van de bevoegde plaatselijke commissie voegen";

Artikel 7.

Deze bepaling is met het beginsel van de gemeentelijke autonomie slechts bestaanbaar in zover zij de plaatselijke (men schrijve niet : de "lokale") commissie voor stadskernvernieuwing geen ruimere bevoegdheid verleent dan hun in artikel 6 van het ontwerp als taak is toegewezen, dat wil zeggen in zover de verplichtingen welke de bepaling aan de gemeente oplegt, er geen zijn die de gemeentelijke autonomie zouden beperken ten aanzien van alle stadskernvernieuwingsoperaties, maar slechts zodanige als de gemeente zal hebben na te leven voor de vernieuwingsoperaties welke zij gesubsidieerd wenst te zien.

.../...

Onder 2° dient het woord "betrokken", ook volgens de gemachtigden van de Regering, te vervallen.

Een betere lezing voor 3° zou zijn : "tussen de betrokken personen, verenigingen en instellingen overleg in te stellen en in stand te houden, met name wat betreft :

- het opstellen van het vernieuwingsontwerp;

- de aard van de voorgenomen werken, de bestemmingsontwerpen en het architectonisch programma;

- de volgorde van de uit te voeren werken;

- de maatregelen tot toepassing van de reglementaire en conventionele bepalingen inzake het betrekken van de voorlopige en van de vernieuwde woningen;";

De tekst onder 4° zou beter als volgt worden geredigeerd : "advies te geven over iedere door de gemeente vastgestelde bepaling die ertoe strekt vernieuwde of nieuwgebouwde woningen te bestemmen voor degenen die binnen het te vernieuwen gebied wonen, en over de voorzieningen die moeten worden getroffen om de bewoners tijdens de duur van de werkzaamheden een andere woongelegenheid te kunnen verschaffen, zo mogelijk in de naaste omgeving";

De Franse tekst onder 5° moet in overeenstemming worden gebracht met de Nederlandse. Men schrijve dus : "de faire à la commune et à la commission régionale de rénovation toute suggestion utile pour que l'opération de rénovation soit menée à bonne fin"; in de Nederlandse tekst vervange men "zodat" door "opdat".

.../...

Voor 6° van de Nederlandse tekst is er geen tegenhanger in de Franse. In die Nederlandse tekst schrijve men "ten minste om het jaar verslag uit te brengen aan ... Dat verslag wordt ... bezorgd".

Onder 7°, Franse tekst, late men de woorden "d'initiative" weg. Om de aldaar bedoelde bevoegdheid duidelijk te onderscheiden van de bevoegdheid die in de tweede volzin van 1° wordt verleend, en mede ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, schrijve men overigens : "qui contribue à atteindre les objectifs visés par l'opération de rénovation".

Artikel 8.

De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat het woord "minstens" in de inleidende volzin geschrapt moet worden.

De bepaling onder 2° zegt niet door welke overheid de vier aldaar bedoelde leden worden aangewezen. Wenst de Regering, zoals mag worden aangenomen, dat die aanwijzing door het college zelf wordt gedaan, dan moet de tekst als volgt worden gelezen : "vier leden, aangewezen uit en door het college van burgemeester en schepenen; ambtshalve worden aangewezen de schepenen tot wier bevoegdheid de stedebouw, de openbare werken en de financiën behoren, of de gemachtigden van die schepenen; iedere schepen kan een gemachtigde aanwijzen".

.../...

Onder 3° is niet aangegeven welke overheid de twee aldaar bedoelde leden aanwijst. De Regering dient in die leemte te voorzien.

Onder 4° schrijve men : "vier door de ...uit haar midden aangewezen leden, van wie er ten minste drie uit de in artikel 3, 4°, bedoelde leden worden gekozen;

Een betere lezing voor de tweede volzin zou zijn : "Deze laatsten kunnen zich laten vervangen door de inwoners van de gemeente".

De tekst onder 5° zegt niet welke overheid zal bepalen waarin het representatieve van de aldaar bedoelde leden bestaat.

De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij zou voluit moeten worden vermeld.

Artikel 9.

De tweede volzin kan beter als volgt worden gelezen :

"De werkingskosten komen ten bezware van de begroting van de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de stadskernvernieuwing behoort".

.../...

SLOTOPMERKING.

1. Het ontwerp zou een artikel moeten bevatten dat de uitvoering regelt.

2. Uit het koninklijk besluit van 24 maart 1972 betreffende de staatssecretarissen en het koninklijk besluit van 27 juni 1977 houdende bepaling van de bevoegdheden van de staatssecretarissen met gewestelijke bevoegdheid blijkt dat het ontwerp-besluit voorgedragen en medeondertekend moet worden door de Minister van Brusselse Aangelegenheden en de Staatssecretarissen voor Brusselse Streekeconomie.

Voor een goede coördinatie van het regeringswerk verdient het bovendien aanbeveling dat de ministers of de staatssecretarissen die luidens artikel 3, 2°, van het ontwerp gemachtigden hebben aan te wijzen, het ontwerp-besluit mede voordragen en ondertekenen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. VERLAINE, greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. SALMON, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SALMON, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. VERLAINE. P. TAPIE.